

IPEMED News



ÉDITO



Panagiotis Roumeliotis
Président d'IPEMED

Notre foi en la Méditerranée

IPEMED-News est une lettre destinée à tous les acteurs de notre région. Elle a un objectif: montrer que le rapprochement des deux rives est en marche, que les acteurs s'activent, que des politiques se construisent et que les idées nouvelles deviennent des actes. Cette lettre se veut militante mais objective, prospective mais concrète. Elle se veut un outil à la disposition de ceux qui partagent la vision d'une région économiquement intégrée et

régulée, donc plus forte pour conquérir les marchés mondiaux. Nous croyons en effet à un mouvement irréversible de rapprochement des deux rives de la Méditerranée et donc à une forme d'Union méditerranéenne. Nous croyons que le moment est venu de réconcilier l'Orient et l'Occident pour apporter au monde une nouvelle espérance, de nouveaux repères, une nouvelle approche du développement durable et solidaire. Nous croyons que les «élites» du Nord et du Sud sont conscientes des bienfaits que cet ancrage

des deux rives apporterait aux populations: paix, sécurité et développement durable. Nous croyons que l'intégration régionale est indispensable pour améliorer les relations politiques et culturelles entre Nord et Sud. Nous croyons enfin que cette intégration est un atout économique dans la compétition mondiale. Les Américains (Alena) et les Asiatiques (Asean Plus Trois) l'ont compris. Ils ont compris, avant les Euroméditerranéens, que les entreprises et les entrepreneurs étaient le fer de lance de ce rapprochement.

Obama et le «quartier d'orange» américain

Avec la chute du mur de Berlin en 1989, le monde est progressivement passé d'une tension Est-Ouest (capitalisme contre communisme) à une logique d'organisation régionale Nord-Sud. De grands ensembles régionaux se constituent en Amérique (Alena, Mercosur, Zlea), en Asie (Asean Plus Trois) et valorisent la proximité, la complémentarité et les solidarités de fait. Cela n'a pas échappé au nouveau président américain, Barack Obama. Pour preuve, lors de son discours au sommet des Amériques, le 17 avril 2009, il a proposé à tous les chefs d'État des Amériques de tourner la page de l'Histoire et de construire ensemble, à parité, un monde américain fait de liberté, de justice et de développement durable.



► Au cinquième Sommet des Amériques, le 17 avril 2009, Barack Obama et ses homologues du Sud.

S'AFFRANCHIR DU POIDS DU PASSÉ... Le président américain a abordé la question de Cuba, annonçant que les États-Unis souhaitent «un nouveau départ» avec ce pays. Plus important, le chef d'État a insisté sur le fait qu'il ne pouvait être tenu responsable d'un passé, parfois peu glorieux pour l'Amérique, provoquant au passage les rires de l'assistance lorsqu'il a expliqué que le président nicaraguayen, Daniel Ortega, ne pouvait pas le blâmer pour des événements qui avaient eu lieu quand lui-même n'était qu'un enfant. Enfin, Barack Obama a souligné la nécessité de se débarrasser de débats idéologiques inutiles, comme celui qui oppose les partisans d'une économie étatisée à ceux qui défendent un capitalisme dérégulé.

L'APPROCHE D'UN MONDE MULTIPOLAIRE SOUS FORME DE GRANDES RÉGIONS NORD-SUD, QUE PRÔNE OBAMA, EST CELLE QU'IPEMED DÉFEND DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES.

Jean-Louis Guigou
Délégué général d'IPEMED

UNE APPROCHE À MÉDITER. De fait, le président Obama propose aux chefs d'État de toutes les Amériques «sa nouvelle vision» d'une grande région Nord-Sud où seraient régulés, d'un commun accord, les problèmes de l'énergie, de l'espace financier, du réchauffement climatique et de la sécurité. Cette approche d'un monde multipolaire organisé en «quartiers d'orange» sous forme de grandes régions Nord-Sud est celle qu'IPEMED défend depuis plusieurs années en militant pour le rapprochement des deux rives de la Méditerranée. Les propos d'Obama ne peuvent donc que servir de source d'inspiration à tous ceux qui œuvrent pour l'émergence d'un espace euroméditerranéen intégré.



REPÈRE

300
milliards
d'euros

C'est le coût estimé par Ipemed en matière d'investissement dans des projets d'infrastructures dans le sud de la Méditerranée entre 2009 et 2014. Tous les secteurs sont pris en compte (y compris l'énergie, le tourisme et le logement social).

GAZ



Le gisement de Touat (Algérie) sera développé par GDF Suez

● La compagnie énergétique française GDF Suez a annoncé en avril qu'elle entendait poursuivre le développement du champ gazier de Touat (wilaya d'Adrar) et que ce projet, d'un milliard de dollars, n'était « ni ralenti ni remis en cause ». Pour mémoire, GDF Suez avait obtenu les droits sur le permis d'exploration de Touat en 2003 à hauteur de 75% contre 25% pour l'algérien Sonatrach. Depuis, des interrogations quant aux modalités de commercialisation du gaz, qui devrait être extrait à partir de 2013, ont alimenté les supputations sur un éventuel gel ou abandon du projet. Des incertitudes plus ou moins levées puisque les autorités algériennes devraient donner leur feu vert avant la fin 2009.

FERROVIAIRE

Le TGV marocain sur les rails

● Le développement de lignes de train à grande vitesse est jugé stratégique et prioritaire par les autorités marocaines. Selon le plan directeur établi par l'Office national des chemins de fer (ONCF), le Royaume bénéficierait d'un réseau TGV de près de 1500 kilomètres d'ici



2035. Le Maroc est le premier pays arabe et africain à s'engager concrètement dans le développement de lignes à grande vitesse. En avril, l'ONCF et la SNCF, ont signé des contrats d'assistance à maîtrise d'ouvrage d'un montant de 65 millions d'euros. Ce contrat concerne la réalisation d'un premier tronçon de 200 kilomètres (voir carte). Coût estimé: près de 2 milliards d'euros.

EAU

Le fleuve artificiel libyen toujours d'actualité

● On croyait le projet plus ou moins abandonné ou gelé, il semble pourtant qu'il soit encore prioritaire pour Tripoli. Présents à Istanbul lors du cinquième forum de l'eau, des officiels libyens ont présenté la dernière mouture de *The great man made river*, la grande rivière faite par



Le chantier libyen

l'homme, dont le lancement remonte à l'année 1983. Long de 4000 kilomètres et reposant sur le principe d'un pompage des nappes hydrauliques profondes dans le Sahara libyen, ce projet controversé en raison de son coût estimé (34 milliards de dollars) mais aussi des tensions régionales qu'il pourrait faire naître à terme, est l'un des plus importants chantiers hydrauliques du monde et sa réalisation est suivie de près par tous les pays de la bande sahélienne.

ÉOLIEN



Plan stratégique en Tunisie

● La Tunisie met en place une stratégie à long terme de développement de l'énergie éolienne. La première phase vient de s'achever avec la finalisation d'un atlas éolien élaboré par le Centre national d'énergies renouvelables espagnol (CENER). Cet atlas, présenté en format SIG (Système d'information géographique) était réclamé par nombre d'investisseurs, étrangers ou non, désireux de développer des champs éoliens en Tunisie. Ce document montre le fort potentiel de la région de Nabeul-Bizerte et de la zone centrale de Kaserine (Tataouine, Médenine, Gabès).

MULTILATÉRAL

Alger critique l'accord avec l'Europe

● Signé le 22 avril 2002, l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE fait l'objet de vives critiques de la part d'officiels algériens. Selon eux, cet accord n'a pas tenu ses promesses car les exportations hors-hydrocarbures vers l'Europe n'ont guère augmenté depuis. De même, Alger critique Bruxelles pour le maintien d'une taxe antidumping à l'encontre des engrais fabriqués en Algérie et rejette l'argument européen selon lequel les prix domestiques du gaz bénéficient d'une subvention déguisée de l'État algérien. Pour autant, une remise en cause de l'accord paraît peu probable car l'Algérie fragiliserait ainsi sa candidature à l'OMC.

AGENDA RENCONTRES

Forum Business d'Athènes

Organisée à Athènes par SEV (Hellenic Federation of Enterprises), le patronat grec et le réseau Anima, cette rencontre aura lieu près d'un an après le lancement de l'Union pour la Méditerranée. Le secteur privé euro-méditerranéen souhaite réaffirmer son engagement envers l'intensification des échanges pour le développement, la croissance et la création d'emplois dans la région euro-méditerranéenne. Au rendez-vous, plus de huit cents hommes d'affaires et chefs d'entreprise, représentants des fédérations patronales et personnalités politiques de tous les pays du pourtour méditerranéen.

8 au 10 juillet 2009, Athènes
www.invest-in-med.eu

Journées méditerranéennes de l'Industrie

● Cette rencontre a pour objectif d'aider les entreprises dans leurs échanges et leurs partenariats dans l'espace France Maghreb. Un rendez-vous entre industriels français et maghrébins qui a pour but d'aider à l'émergence de projets franco-maghrébins, de promouvoir les projets dans l'espace méditerranéen et de faciliter l'implantation et la création d'entreprises ainsi que l'information (douanes, visas...)

9 au 11 juin 2009, Parc Chanot, Marseille
www.jmindustrie.com

FOCUS SUR L'UPM

● Un an après le lancement de l'Union pour la Méditerranée, alors que le processus institutionnel est au point mort depuis l'intervention des forces israéliennes dans la bande de Gaza, le Premier ministre français, François Fillon a installé le 14 mai le Conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée. Présidée par Renaud Muselier, député des Bouches-du-Rhône, cette instance doit nourrir la dimension culturelle de l'Union pour la Méditerranée et soutenir le projet «Marseille

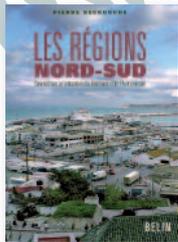


► Renaud Muselier, député des Bouches du Rhône

Provence 2013, capitale européenne de la culture». Elle rassemble des personnalités du monde

économique et politique, des lettres, des arts et des médias des deux rives de la Méditerranée, parmi lesquelles Henri Guaino, conseiller de Nicolas Sarkozy, André Azoulay,

conseiller du roi du Maroc, le réalisateur Luc Besson, le président de France Télévisions, Patrick de Carolis, Ismaïl Serajeldin, directeur de la bibliothèque d'Alexandrie, ou François Pinault, fondateur du groupe PPR. Un think tank, auquel Ipemed participera, assistera le Conseil culturel. Un label distinguera les projets ou les événements choisis par le Conseil. Un fonds de dotation alimenté par les entreprises partenaires soutiendra les projets labélisés.



Les régions Nord-Sud, Euromed et les Amériques et l'Asie orientale

PIERRE BECKOUCHE
Éd. Belin,
23 euros

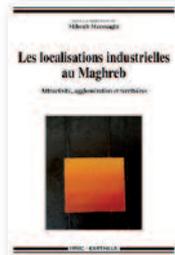
Cet ouvrage met en exergue la manière dont la mondialisation engendre des phénomènes de régionalisation et de convergences Nord-Sud. À l'aune des expériences de l'Alena et de l'Asean Plus Trois, il ébauche aussi les pistes en matière de rapprochement entre l'Union européenne et la rive sud de la Méditerranée. Rédigé par le conseiller scientifique d'Ipemed, ce livre dresse l'inventaire des axes d'orientation de ce que pourraient être les futures politiques méditerranéennes communes notamment en matière d'eau, d'énergie, d'échanges agricoles mais aussi de flux migratoires et de formation de formateurs. Un chapitre entier est ainsi dédié aux éléments concrets pour la mise en place d'une communauté méditerranéenne. Établissant le fait que les diagnostics sont pour la plupart connus, il propose de « passer à l'opérationnel », un thème qui est d'actualité depuis le lancement de l'Union pour la Méditerranée en juillet 2008.



La crise. Une crise de plus?

HAKIM BEN HAMOUDA,
HÉDI BCHIR, MUSTAPHA
SADNI JALLAB
Éd. Ellipses,
18,50 euros

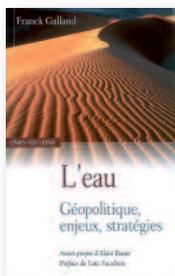
Parmi l'importante production livresque à propos de la tornade financière née de la crise des *subprimes* aux États-Unis, cet ouvrage présente l'intérêt majeur de ne pas se limiter aux seuls impacts sur les économies du Nord. Après un précieux rappel sur la genèse de la crise et son aboutissement actuel sous forme de récession mondiale, la seconde partie s'attarde sur les conséquences de cette crise sur un Sud qui commençait peu à peu à tirer lui aussi parti de la mondialisation. En redéfinissant les règles du capitalisme, la crise pourrait bien remettre en cause cette insertion du Sud dans la globalisation notamment en raison de la tentation protectionniste dans les pays développés.



Les localisations industrielles au Maghreb

SOUS LA DIRECTION
DE MIHOUB MEZOUAGHI
Éd. Karthala,
25 euros

Depuis quelques années, hausse des investissements directs aidant, le Maghreb a développé son potentiel industriel avec l'émergence de localisations dédiées à plusieurs secteurs (automobile, textile, aéronautique, télécoms, SSII...). Le grand intérêt de cet ouvrage, dont la rédaction collective a été dirigée par Mihoub Mezouaghi, économiste à l'Agence française de développement (AFD), est de faire le point de manière concrète sur ces localisations dont dépend l'attractivité du Maghreb. Alimenté par des enquêtes de terrain, le livre examine la durabilité de ces zones ainsi que leur impact sur le développement local. Il offre aussi une réflexion précieuse sur la question de l'attractivité et de ses liens avec les politiques locales et territoriales tout en consacrant plusieurs chapitres aux processus d'agglomérations industrielles.



L'eau. Géopolitique, enjeux, stratégies

FRANCK GALLAND
CNRS éditions,
20 euros

Déjà source de tensions géopolitiques diverses, notamment au Proche-Orient, l'« or bleu » sera certainement l'un des défis majeurs du XXI^e siècle en terme de stabilité de la planète. Directeur de la sûreté de Suez Environnement, l'auteur rappelle dans son ouvrage que les guerres de l'eau ont déjà commencé tandis que la mauvaise qualité de l'eau fait des millions de victimes par an. Dressant la liste des zones de tension et d'instabilité du fait de la raréfaction des ressources hydrauliques, le livre démontre que l'eau doit être désormais considérée comme étant un élément essentiel dans la définition des politiques de sécurité nationale. De même, appelle-t-il à une réflexion sur la nécessité de mettre en place des coopérations régionales en matière d'eau, la Méditerranée pouvant être à ce titre un champ d'expérimentation.

ÉTUDES & PUBLICATIONS

Investissement direct étranger vers les pays Med en 2008. Face à la crise

ANIMA. Avril 2009

L'investissement direct étranger (IDE) destiné aux pays Med est en recul depuis 2007. En 2008, les treize pays du sud et de l'est de la Méditerranée suivis par Anima ont commencé à être touchés par la crise financière mondiale: ces pays ont reçu un peu moins de 40 milliards d'euros d'IDE annoncés en 2008 (-35%). Le nombre total de projets détectés en 2008 recule d'à peine 6% (778 projets). Mais beaucoup sont d'ores et déjà minorés, quand il ne s'agit pas d'annulations pures et simples. Après plusieurs années de domination des projets venant du Golfe, les entreprises européennes sont à nouveau les principaux investisseurs dans la région.

Mediterra 2009. Repenser le développement rural en Méditerranée

CIHEAM. 32 euros

Publié en cinq langues, *Mediterra 2009* est le onzième rapport annuel du CIHEAM*. C'est aussi le fruit d'une coopération entre le CIHEAM et le Plan Bleu. Comme de nombreuses régions du monde, la Méditerranée prend conscience du fait que



son avenir passe par le développement de ses agricultures et de ses territoires. Changement climatique, gestion responsable des ressources hydriques, dynamiques foncières, diversification économique, tels sont

les défis pour la durabilité et la compétitivité des agricultures méditerranéennes. *Mediterra 2009* fait ici le bilan des mises en œuvre agricoles et rurales de la Stratégie méditerranéenne de développement durable (SMDD) et apporte un regard neuf sur les politiques déployées en milieu rural.

* Centre international des Hautes études agronomiques

ARTICLE

Construire les politiques globales de demain

JEAN-MICHEL SEVERINO

in «L'ENA, hors les murs», février 2009

Le directeur général de l'Agence française de développement (AFD) identifie trois enjeux qui influenceront sur les futures politiques globales. Il s'agit de « la fracture sociale globale », du « retour de l'idéologie » et de « l'accroissement rapide des interdépendances entre États du Nord et États du Sud. » Dans le même temps, et de manière à accompagner la nécessaire régulation de la globalisation, l'aide au développement se voit attribuer trois rôles distincts: « la prévention des biens publics mondiaux », la mise en place de « mécanismes de solidarité compatibles dans leurs principes avec les dispositifs de sécurité sociale existant sur les marchés nationaux ou régionaux » et « l'accompagnement de la croissance des économies du Sud dans une perspective de convergence avec celles du Nord. »

CAISSE DES DÉPÔTS Le fonds InfraMed est lancé

La Caisse des Dépôts (France), membre fondateur d'Ipemed, vient de s'engager dans le financement des projets de l'Union pour la Méditerranée (UPM) en participant à la création, le 30 avril dernier, du fonds InfraMed. Il s'agit d'un instrument destiné à financer sur fonds propres des projets de développement et de réalisation d'installations dans le domaine des infrastructures urbaines, énergétiques et de transport dans les régions sud et est de la Méditerranée. Ce fonds d'investissement de long terme a été lancé conjointement par la Caisse des Dépôts, la Cassa Depositi e Prestiti (Italie), EFG Hermes (Égypte) et la Caisse de Dépôt et de Gestion (Maroc). Sa mise en œuvre s'inscrit d'ailleurs dans la dynamique de création du Club des investisseurs de long terme, une dynamique initiée elle aussi par la Caisse des Dépôts, la Cassa Depositi e Prestiti, la Banque européenne d'investissement et la KfW.

RÉUNIR PLUS D'UN MILLIARD D'EUROS InfraMed, fonds d'investissement de long terme, sera donc le premier instrument de financement de l'Union pour la Méditerranée. Il investira dans des projets d'infrastructures

INFRAMED SERA LE PREMIER INSTRUMENT DE FINANCEMENT DE L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE.



► Augustin de Romanet dirige la Caisse des Dépôts depuis mars 2007.

conformes aux critères de responsabilité sociale et environnementale énoncés dans les Principes pour l'investissement responsable soutenues par les Nations Unies. Il sera aussi conforme aux principes développés dans la charte du Club des investisseurs de long terme.

La Caisse des Dépôts, la Cassa Depositi e Prestiti, EFG Hermes et la Caisse de Dépôt et de Gestion ont approuvé le principe d'un engagement collectif pouvant atteindre 400 millions d'euros dans InfraMed. Dans le même temps, ce fonds sera ouvert à d'autres investisseurs de long terme originaires d'Europe et de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). L'objectif est de réunir plus d'un milliard d'euros au cours des mois à venir. De plus, des discussions sont engagées avec des prêteurs à long terme de premier plan afin de renforcer la capacité financière d'InfraMed par des financements en dette de long terme. Contribution opérationnelle à la dynamique de l'Union pour la Méditerranée, InfraMed devrait également en apporter une significative aux investisseurs directs étrangers en fonds propres dans les projets d'infrastructure régionaux.

DU CÔTÉ D'IPEMED



► Près de 60 participants dans les salons du Quai d'Orsay. Ci-dessous: Jean-Louis Guigou, délégué général d'Ipemed et Abderrahmane Hadj Nacer, ancien gouverneur de la Banque centrale d'Algérie.

Horizon 2030 pour la Méditerranée

● Le 21 avril dernier à Paris, Ipemed a lancé *Méditerranée 2030*. Un programme de réflexion prospective associant, outre notre Institut, des organismes d'études euro méditerranéens à caractère sectoriel (CIHEAM, Plan Bleu, Observatoire Méditerranéen de l'Énergie, FEMISE, CARIM) et des institutions publiques et privées nationales de prospective sur les pays de la région. Près de soixante participants sont partie prenante dans ce projet.

Cette initiative a plusieurs ambitions. Celle de la durée, tout d'abord. Ce processus – très éloigné d'un coup médiatique – doit se dérouler sur plusieurs années. Celle de l'approche collective, afin de sortir de la juxtaposition d'études prospectives nationales et de dépasser des approches à caractère domestique insuffisantes à l'heure de la mondialisation. Celle d'une étroite association Nord-Sud enfin pour ne pas tomber dans

l'exercice technocratique imposé depuis l'Europe.

L'objectif de *Méditerranée 2030* est d'aboutir à un texte signé de toutes les institutions concernées. Ce document présentera des scénarios alternatifs pour la région et sera soumis aux chefs d'État rassemblés à l'occasion du deuxième Sommet de l'Union pour la Méditerranée prévu à l'été 2010. Une aide à la décision donc, grâce à des informations stratégiques destinées à



PHOTOS: BERTRAND GUIGOU

préparer l'avenir. Sans vision commune en effet, comment définir un contrat que nous voulons concevoir et réaliser ensemble? Prévu les 25, 26 et 27 juin prochains à Paris, un deuxième séminaire sera consacré aux approches méthodologiques et aux aspects pratiques de ce travail collaboratif. **Pierre Beckouche**



IPEMED

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -

IPEMEDNews LETTRE MENSUELLE D'INFORMATION DE L'INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN, UNE ASSOCIATION DONT LE BUT EST DE RAPPROCHER LES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE PAR L'ÉCONOMIE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: Jean-Louis Guigou RÉDACTEUR EN CHEF: Akram Belkaïd ONT COLLABORÉ À LA CE NUMÉRO: Pierre Beckouche, Véronique Stéphan PHOTOS: D.R. RÉALISATION: Patricia Jezequel, Alain de Pommereau IMPRESSION: ALCG Imprimerie ABONNEMENTS ET CONTACT: contact@ipemed.coop